

# ART-CULTURE-INFORMATION

## UNE NOUVELLE AMBITION POLITIQUE

Le Front de Gauche affirme son ambition résolue de mettre l'art, la culture et l'information au cœur de son projet politique de transformation sociale, d'émancipation humaine, de révolution citoyenne et de planification écologique.

La culture n'est pas une thématique parmi d'autres. Elle donne le sens global de l'action publique et elle mobilise des acteurs qui occupent une place éminente dans le tissu éducatif, social, économique et médiatique.

Plus fondamentalement, nous sommes convaincus que la création artistique, l'action culturelle, l'éducation populaire, mais aussi la libre circulation des informations et des idées, la production et la diffusion des savoirs et des connaissances et leur appropriation par le peuple sont des enjeux politiques majeurs pour ceux qui, comme nous, portent l'ambition d'une transformation progressiste de notre société.

L'art, en contribuant à renouveler notre regard sur les choses et sur le monde, en nous incitant à accepter d'être « dérangés », nous aide à accueillir les différences, la diversité, l'étonnement, l'interrogation. En cela, il contribue à lutter contre les postures conservatrices, de repli, de crainte de l'autre. Comment redonner à l'art l'exercice plein et entier de sa liberté pour qu'il nous aide à construire de nouveaux horizons ? Comment retrouver ce lien essentiel entre la création et l'appropriation populaire des œuvres et des pratiques artistiques ? Comment remettre la démocratie culturelle, l'éducation populaire au cœur des avancées sociales ? Comment convaincre que l'enjeu culturel concerne tout le monde, et pas seulement les acteurs culturels ? Comment convaincre que le social ne peut être dissocié du culturel, qu'il faut cesser de les opposer dans les arbitrages budgétaires ?

Peut-on sérieusement envisager de rompre avec le capitalisme, le libéralisme et toutes les formes de domination et d'aliénation sans investir le champ du sensible, de l'imaginaire et du symbolique ? La reconquête politique

### LA CULTURE DONNE LE SENS DE L'ACTION PUBLIQUE

et idéologique des classes populaires ne passe-t-elle pas pour une part importante par là ? Pour paraphraser Gilles Deleuze, être de gauche aujourd'hui, c'est avoir besoin que les gens rêvent, imaginent, ressentent... en un mot pensent.

Il s'agit ainsi de mettre en débat les alternatives permettant de nommer les souhaits communs de celles et ceux qui rêvent d'un nouveau monde. Nous voulons faire de la culture un moteur de la transformation sociale, dans le respect de la diversité culturelle, un élément constitutif d'une nouvelle politique de développement humain, pour contribuer à construire un « autre monde ».

Les forces de la création, conjointement à celles du travail, ne doivent-elles pas engager le combat contre les mots et les normes que cette société capitaliste financière essaye de modeler à l'image de son fonctionnement, en imposant ses seuls critères quantitatifs et concurrentiels à tout le champ des activités humaines ?

### **ROMPRE AVEC LE PROJET CULTUREL DE LA DROITE**

**L'élaboration des réponses à ces questions est d'autant plus urgente que le mouvement culturel est en prise avec les ruptures régressives que tente de lui imposer le pouvoir actuel.**

**Contrairement à une idée répandue, la droite a un projet culturel. Il s'exprime par une offensive sans précédent contre le service public de la culture et les politiques mises en place depuis la Libération et le Conseil national de la Résistance, institutionnalisées et généralisées après la création du ministère de la Culture en 1959 et accompagnées depuis par les collectivités territoriales.**

### LA CASSE DU SERVICE PUBLIC DE LA CULTURE

Elle se traduit par :

- toujours plus de difficultés pour les professionnels des arts, du spectacle et de l'audiovisuel pour se maintenir dans l'emploi ;
- la *Révision générale des politiques publiques* (RGPP) et les désengagements financiers qui réduisent le périmètre de l'action publique du ministère et de ses directions régionales ;
- la reprise en main de la radio-télévision publique ;
- la réforme territoriale qui menace de mettre en danger les financements croisés des collectivités en faveur des arts et de la culture, des enseignements artistiques, de l'action culturelle et de l'éducation populaire...

À cela s'ajoute depuis peu le procès en élitisme instruit à l'encontre des artistes et de l'ensemble des acteurs culturels accusés d'intimider le peuple et d'être responsables de l'échec de la démocratisation culturelle, encore faut-il mesurer en quoi réside cet échec et s'il est aussi avéré qu'on veut nous le faire croire.

Confronté à la raréfaction de l'investissement public qu'il organise, le pouvoir actuel tente d'instrumentaliser l'art et la culture à des fins de paix sociale en théorisant autour d'une « culture pour chacun » devenue « culture partagée » qui n'aboutirait en fait qu'à enfermer des groupes sociaux entiers dans «leur» culture supposée, au lieu d'ouvrir largement le partage et l'appropriation par toutes et tous de toutes les cultures.

En fait, il s'agit de maintenir la paix sociale fortement mise à mal par les politiques néolibérales. Nous sommes bien dans la logique d'une droite décomplexée dans le champ culturel comme dans tout ce qui touche à l'humain : amoindrir la puissance publique au profit des intérêts mercantiles, casser les solidarités au profit d'une segmentation et d'une division du peuple.

### LE PROJET CULTUREL DU POUVOIR VEUT SE CONSTRUIRE SUR LES RUINES DU SERVICE PUBLIC SELON TROIS ORDRES :

#### L'ordre de l'argent

L'ordre de l'argent pousse les feux de la marchandisation de l'art et de la culture dans une vision consumériste où l'individu prétendu libre est seul face au marché des « produits » culturels. Certains rêvent même de substituer à l'actuel ministère de la culture un ministère de l'économie et des industries culturelles.

#### L'ordre moral

L'ordre moral, autour de l'identité nationale et ses avatars, développe une vision passéiste et mercantile du patrimoine, le retour aux valeurs conservatrices du repli sur soi, du rejet de l'autre et de la diversité culturelle. La réalisation de la Maison de l'Histoire de France s'inscrit dans cette démarche.

#### L'ordre du divertissement

L'ordre du jeu d'argent et du tout divertissement en privatisant les médias audiovisuels et le web autour du moins disant culturel, de la dictature de l'audimat et de l'omniprésence de la publicité. Et ne soyons pas dupes, ce « tout divertissant » est un appareil de domination des esprits.

### ÉLABORER ENSEMBLE UN NOUVEAU PROJET CULTUREL DE GAUCHE

*« Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve »* écrivait Hölderlin. Le temps de la résistance ne peut se concevoir aujourd'hui que dans le temps de la rupture et de la reconstruction d'une alternative à ce monde vermoulu par l'argent, la concurrence entre les individus, la peur et la haine de l'autre.

C'est pourquoi, face à ce renversement réactionnaire de perspective, à ce tournant doctrinal impulsé par la droite, le Front de Gauche propose de soumettre au débat d'élaboration d'un projet culturel de gauche plusieurs ambitions fortes qui pourront déboucher sur une loi d'orientation et de programmation pour les arts et la culture.

## NOUS SOUMETTONS D'ORES ET DÉJÀ AU DÉBAT SEPT CHANTIERS

### **1. Refonder le service public de l'art et de la culture**

Refonder en le transformant notre service public de l'art et de la culture, à commencer par le ministère de la Culture et de la Communication lui-même, en donnant un nouvel essor aux politiques publiques d'aide à la création artistique. L'art n'est pas intimidant en soi, il est indispensable à toute visée émancipatrice et il a besoin de liberté et de moyens accrus. Nous réaffirmons la responsabilité nationale de l'État à l'égard de la création et la nécessité d'une intervention publique forte dans le même temps, pour créer les conditions de son partage par le plus grand nombre.

### **2. Définir une compétence partagée entre l'État et les collectivités territoriales**

Fixer le cadre réglementaire d'une compétence partagée entre l'État et les collectivités territoriales au sein d'une décentralisation démocratique leur garantissant des moyens nouveaux. Sur la base d'un vaste débat national et décentralisé, en particulier grâce à la mise en place des Conférences régionales permanentes pour l'art et la culture, nous lancerons le chantier de la redéfinition des finalités et des moyens des dispositifs d'aide à la création, les statuts et les cahiers des charges des établissements culturels, la progression des droits sociaux des professionnels des arts et de la culture, les formes et les moyens de l'action culturelle, l'éducation artistique à l'école, la place de l'art dans l'espace du travail comme dans celui de la ville, ainsi qu'au près des publics «empêchés» (hôpitaux et prisons...), ainsi que la place et le rayonnement de la culture française dans le monde.

### **3. Réaffirmer un lien étroit entre le soutien à la création et la démocratie culturelle**

Réaffirmer le lien étroit entre les politiques de soutien à la création et notre ambition majeure de démocratie culturelle. Nous donnerons un nouvel élan à l'éducation populaire et à l'action culturelle qui permettent à chacune et à chacun, singulièrement dans les classes sociales écartées des voies classiques d'accès à la culture, de s'approprier et/ou de produire à l'école, les œuvres et les pratiques artistiques, dans les entreprises, dans les villes et les territoires, de s'exprimer au sein de pratiques innovantes, de s'épanouir dans le vivre ensemble, l'ouverture aux autres et la solidarité de tous.

### **4. Affranchir notre économie de la culture de la soumission à l'argent**

Conforter en l'affranchissant des puissances de l'argent notre économie et nos industries de la culture. Il s'agit de soutenir l'émergence d'une économie sociale, solidaire et durable, contre la domination des grands majors du cinéma, de la musique et de l'édition, contre la toute puissance du marché de l'art sur les arts visuels et plastiques, pour défendre une édition, une production, une distribution et une diffusion indépendantes des œuvres artistiques dans toute leur diversité. Encourager le pluralisme de la création cinématographique et audiovisuelle par une réforme du fonds de soutien, permettant une meilleure redistribution, une augmentation de l'avance sur recettes et des aides sélectives à la diversité et à la coopération culturelles.

### **5. Promouvoir un internet libre, interactif et citoyen**

Promouvoir un Internet libre, interactif et citoyen par la mise en place d'un service public d'accès aux réseaux, des plateformes publiques de téléchargement tout en garantissant les droits et les rémunérations des créateurs et des auteurs, contre la fracture numérique et la « googlelisation » de cette formidable révolution technologique au potentiel émancipateur considérable.

### **6. Liberté, démocratie et culture pour l'information et les médias**

Développer une politique des médias et de l'information qui s'appuie sur le triptyque liberté, démocratie et culture. Permettre aux citoyens de se former à une lecture critique des médias via l'école, les universités et l'éducation populaire. Il s'agit de soustraire les médias à la domination des pouvoirs politiques et économiques et pour cela en premier lieu relancer les dispositifs anti-concentration concernant les grands organes de presse, de télévision et sur internet dans le but de promouvoir le pluralisme des idées et de la création. Nous reconstruirons un service public de l'audiovisuel, de la production à la diffusion, associant les salariés et leurs représentants, les usagers et les élus à sa gestion, à l'évaluation des missions de service public et aux nominations.

Le CSA sera démocratisé, sa composition sera modifiée, ses compétences élargies pour une appréciation qualitative des programmes audio-

## ...SEPT CHANTIERS

visuels, notamment ceux aidés par les pouvoirs publics ; il sera donné à ses sanctions un caractère réellement dissuasif. Les radios et télévisions à but non lucratif seront développées et financées par un fonds de soutien à l'expression audiovisuelle. À une époque où chaque citoyen regarde la télévision environ 3 heures et demie par jour, celle-ci doit pouvoir affirmer sa triple fonction à vocation civique : information, divertissement, et culture.

Il faut réaffirmer la vocation des pouvoirs publics à réguler le secteur de l'audiovisuel, à sauvegarder la dimension créatrice des programmes de télévision, à défendre l'indépendance des auteurs et des producteurs et à maintenir une offre diversifiée d'œuvres de qualité.

Il faut redéfinir une politique d'aide à la presse permettant de l'affranchir du pouvoir des puissances industrielles et financières, de garantir l'indépendance des journalistes et des rédactions, le pluralisme politique, idéologique et culturel.

### 7. Exception et diversité pour une mondialité culturelle

Nous agissons pour relancer, au plan européen et international, notre combat pour une mondialité culturelle, selon l'expression d'Édouard Glissant : par le respect des principes de l'exception culturelle en agissant pour la mise en application effective de la Convention UNESCO de 2005 sur la diversité culturelle et la prééminence de ses principes sur les directives de l'OMC. Il faudra aussi modifier les Traités européens pour que les financements publics de la culture ne soient plus des dérogations tolérées mais deviennent des axes fondamentaux de la construction européenne, et agir pour que l'Union européenne se dote enfin d'une authentique politique culturelle, permettant le renforcement de l'intervention publique, veillant à maintenir l'art et la culture dans l'exception aux règles de la concurrence « libre et non faussée », par le libre développement des outils publics de création et de diffusion.

La refondation de l'action culturelle extérieure de la France, sinistrée par quatre années de sarkozysme, au service du rayonnement de la création et de la langue française, sera entreprise.

### Un débat public national et décentralisé, une loi d'orientation et de programmation, des moyens accrus

Le gouvernement et le Parlement engageront cette grande ambition dans le cadre d'un vaste débat public, national, décentralisé et ouvert à tous les acteurs culturels comme à l'ensemble des citoyens. Celui-ci portera tout à la fois sur le sens de cette politique culturelle comme sur les moyens nécessaires à sa réalisation et pourrait déboucher sur un cadre législatif en termes d'orientation et de programmation pour l'art, la culture et l'information.

Il n'y a pas de politique culturelle ambitieuse sans moyens nouveaux. Nous proposons que le budget de la nation consacré à l'art et la culture (État et collectivités confondus) se fixe comme ambition d'atteindre, en une législature, 1% du PIB, soit une augmentation d'environ 1/3 des budgets publics actuels. Ce qui serait justice quand on sait que la culture représente près de 4% de la richesse nationale produite.

Tous les budgets culturels publics doivent progresser. Celui du ministère de la Culture et de la Communication, mais aussi ceux de l'Éducation nationale, garant de l'éducation artistique des jeunes, et des Affaires étrangères, garant du rayonnement de la langue et de la culture françaises dans le monde.

## IL EST URGENT, À GAUCHE

à l'heure où les vieux démons travaillent à nouveau la droite française, où l'obscurantisme et le populisme se conjuguent à de formidables régressions sociales, de retrouver les chemins de l'espérance et de l'utopie.

L'ART, la CULTURE et les SAVOIRS sont les conditions d'une politique de gauche authentiquement transformatrice et qui se fixe pour ambition de dépasser les dominations et les aliénations générées par un capitalisme financier et productiviste en crise majeure.

Face à la montée de la désespérance et au retour de la barbarie, seule la culture peut ouvrir la voie de la civilisation.